La politique économique des Etats de l'Est et son incidence sur la Suisse

Autor(en): **Zellweger, Edouard**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **11 (1953)**

Heft 2

PDF erstellt am: **05.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-134134

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La politique économique des Etats de l'Est et son incidence sur la Suisse

par Edouard Zellweger
docteur en droit, ancien ministre de Suisse à Belgrade

L'économie de l'Union soviétique et de ses satellites à l'est et au sud-est de l'Europe est caractérisée par le plan central qui la commande. Walter Eucken appelait cela une « économie administrative centralisée ». Cette expression définit assez bien le système.

Pour saisir le fil de la politique économique d'un Etat qui soumet toute l'activité économique au régime de la planification totale, il faut évidemment examiner surtout ses plans économiques. Il n'est cependant pas superflu de consulter aussi les articles économiques de sa Constitution. Car toute politique économique repose sur des bases constitutionnelles déterminées, et un Etat qui, par exemple, met son économie au service de certains buts politiques, n'y pourrait parvenir sans l'appui d'une Constitution appropriée. L'esprit des lois agit à son tour sur la politique.

En Union soviétique et dans les pays satellites, la législation économique forme le noyau même du droit public. C'est en vertu de cette législation que l'Etat règle en maître absolu toute la production et tient entre ses mains tout l'appareil de distribution.

Dans ces pays, la domination par l'Etat de l'appareil de production industriel ne présente juridiquement aucune difficulté : il est étatisé. En Union soviétique, 97 % de la production industrielle proviennent des entreprises d'Etat, c'est-à-dire d'entreprises qui sont la propriété soit de l'Etat fédéral, soit d'une république ou d'un territoire autonome, soit encore d'une province ou d'une commune. Le secteur de l'industrie fédérale est dirigé de Moscou par 21 ministères centraux. 3 % seulement de la production industrielle viennent du secteur dit coopératif.

La proportion est inverse dans l'agriculture. La production des domaines de l'Etat, des sowkhoses, ne constitue qu'une petite partie du revenu agricole de l'Union. La part la plus grande est produite par les coopératives agricoles, les kolkhoses.

Quels sont les moyens dont l'Etat dispose pour tenir ces derniers sous son contrôle ?

La terre des kolkhoses leur est concédée en usufruit perpétuel. L'Etat ne peut donc plus en disposer à sa guise. Mais la production, elle, est industrialisée et c'est l'Etat qui possède les machines dont l'agriculture a besoin pour sa production. L'Etat est en outre le fournisseur de l'électricité, des carburants et des engrais synthétiques. Il va sans dire qu'il est maître des moyens de transport. La majeure partie de la production des kolkhoses doit être vendue à l'Etat, une petite partie seulement reste aux coopérateurs pour leurs propres besoins et pour le commerce libre. La location des tracteurs et autres machines agricoles se paie en nature. Enfin, l'Etat fixe les prix des produits agricoles et le montant de la location des machines, de sorte qu'il règle à son gré le revenu net du kolkhose et de ses membres.

En fait, la dépendance des kolkhoses est si grande qu'il faut remonter jusqu'aux civilisations orientales de l'antiquité pour trouver pareille soumission de l'agriculture à l'Etat. En Egypte, à Babylone et dans d'autres régions d'Asie dont la production agricole reposait presque entièrement sur l'irrigation des terres, l'Etat, contrôlant les cours d'eau, exerçait sur l'agriculture un pouvoir absolu. Il pouvait tenir les paysans sous le joug par la simple menace de leur couper l'eau et il était assuré de leur soumission, car l'exécution de la menace eût réduit la production au point de décimer les populations agricoles par la famine.

L'institution du système des kolkhoses n'eut cependant pas pour seul but d'inféoder les paysans à l'Etat. Des motifs économiques déterminèrent aussi cette évolution. Staline s'est expliqué là-dessus à la Conférence des agronomes marxistes en 1929 : « La théorie marxiste de la reproduction enseigne que la société moderne ne peut se développer, bon an mal an, sans accumulation... Notre industrie lourde centralisée socialiste se développe selon la théorie marxiste de l'accroissement de la reproduction... Au contraire, notre économie petite paysanne non seulement ne manifeste aucun accroissement annuel de la reproduction, elle n'est même pas toujours en état de satisfaire à la simple reproduction... Peut-on fonder plus ou moins longtemps le pouvoir soviétique et la construction socialiste sur deux bases différentes, à savoir le fondement de l'industrie lourde centralisée socialiste

et le fondement de la petite économie individualiste d'une paysannerie arriérée ? Non, la seule issue est de concentrer l'agriculture en de grandes entreprises et de la rendre ainsi capable d'accumulation, de reproduction accrue. »

Le souci constant d'accumuler les capitaux, la ferme détermination de réinvestir annuellement un pourcentage élevé du revenu national, sont les caractéristiques les plus marquantes de la politique économique poursuivie en Union soviétique et dans les Etats satellites. Ce qui est vrai pour l'agriculture, l'est encore bien davantage en ce qui concerne l'industrie. Les normes imposées par les plans en témoignent clairement.

A côté des grands plans quinquennaux, établissant les directives générales, il y a, pour chaque entreprise, un plan de production détaillé auquel correspond un plan de financement. Les salaires, les prix des matières premières et de l'énergie, l'amortissement des machines, les frais de l'administration et de la vente, tout est exactement calculé et prescrit. Ainsi le coût de la production est prévu d'avance. Les prix de vente étant également fixés au préalable, le bénéfice est à son tour déterminé par le plan. Il est réparti comme suit :

a) une partie du bénéfice, la plus grande, va à la caisse de l'Etat qui réinvestit ce capital aussitôt ;

b) la majeure partie du reste est laissée à l'entreprise pour l'accroissement de son fonds de roulement ou l'extension de son appareil de production ;

c) 4 % seulement du gain prévu par le plan sont destinés à ce que l'on appelle les « fonds de direction » qui servent à la construction de maisons pour le personnel de l'entreprise, à l'octroi de gratifications, au financement des services culturels et sociaux.

Ces dispositions légales concernant l'emploi des bénéfices attestent éloquemment l'importance primordiale attribuée aux réinvestissements dans l'économie soviétique.

La politique économique d'un Etat socialiste trouvant son expression dans les grands plans économiques centralisés, examinons brièvement les plans quinquennaux soviétiques. Nous y discernerons les traits caractéristiques de la ligne suivie en U. R. S. S., qui est la même, à peu de chose près, dans les Etats satellites.

Le premier plan quinquennal soviétique, portant sur la période de 1928 à 1932, succéda à la politique dite de la Nouvelle politique économique. Les dirigeants du parti bolchevique et de l'Etat soviétique se voyaient forcés de résoudre un problème que Lénine lui-même avait longtemps jugé insoluble, celui de l'édification du socialisme dans un pays avant la victoire de la Révolution dans une série au moins d'autres Etats. Staline trancha la question : édification du socialisme dans un seul pays. Voici la conséquence de cette décision au point de vue économique. La Russie n'ayant de loin pas encore atteint le niveau industriel qui, selon la doctrine marxiste, était la condition première de l'établissement du socialisme, il fallait donc procéder avant tout à la transformation de la Russie en Etat industriel. De cette nécessité résultent les caractéristiques du premier plan quinquennal, à savoir le développement forcé de l'industrie lourde, le développement ralenti des industries de consommation, le maintien du standard de vie des travailleurs au même niveau extrêmement bas et, pour un certain temps, sa chute plus bas encore. En d'autres termes, on ne pouvait forcer l'industrialisation sans consacrer un pour-cent extraordinairement élevé du revenu national au réinvestissement. L'accroissement général de la production, au lieu de profiter au peuple directement, servait à hisser l'appareil de production peu à peu au niveau que les pays capitalistes industriellement plus évolués avaient atteint depuis des générations.

Ainsi, l'accroissement de la production industrielle russe fut acquis par l'accumulation forcenée des capitaux. Il ne fut en fait possible dans cette proportion que par un pourcentage d'investissement bien supérieur à celui des pays capitalistes.

Les mêmes particularités se retrouvent dans les premiers plans économiques des satellites de l'U. R. S. S. à l'est et au sud-est de l'Europe, dès l'instant où l'influence communiste y devint prédominante [1].

Vers la fin du deuxième plan quinquennal russe (1933-1937), soit en 1937, la production des biens de consommation devait atteindre et dépasser même le chiffre de production des biens

[1] Je me souviens d'un entretien que j'eus avec deux membres influents du gouvernement yougoslave, entretien au cours duquel ils évoquèrent avec un sourire presque compatissant les modestes pourcentages d'investissement pratiqués en Yougoslavie sous le régime du capitalisme privé. A leur sens, l'avantage du nouveau système résidait précisément dans ce qu'il permettait d'imposer des pourcentages d'accumulation supérieurs.

d'investissement. Mais les calculs furent troublés par l'aggravation de la situation politique extérieure, notamment par la menace d'une agression allemande et japonaise, de sorte que la production des biens d'investissement atteignit dans la dernière année du plan 55,2 milliards de roubles, soit 10,2 de plus que les 45 milliards prévus, tandis que la production des biens de consommation, fixée à 47,2 milliards, ne s'éleva en 1937 qu'à 40,3 milliards de roubles.

Pour bien juger de ces chiffres, il faut considérer que l'entière production industrielle de l'Union n'était alors pratiquement destinée qu'au marché intérieur.

Le troisième plan quinquennal, de 1938 à 1942, fut marqué d'une manière décisive par la probabilité de la guerre. Ses caractéristiques essentielles furent donc à nouveau celles du premier. La production des biens d'investissement fut accrue une fois de plus et la passivité des puissances occidentales face au réarmement allemand ne fut pas sans influer sur la décision des dirigeants soviétiques de pousser tout spécialement l'industrie de guerre. Ceci d'autant plus, qu'ils pensaient que les puissances occidentales ne s'opposeraient pas, le cas échéant, à une expansion allemande vers l'est, mais, bien au contraire, l'approuveraient tacitement.

L'expansionnisme allemand et l'indifférence manifestée à cet égard par les occidentaux forcèrent l'Union soviétique à abandonner tout espoir de pouvoir élever, dans un proche avenir, le standard de vie des populations.

Aussitôt après la deuxième guerre mondiale, l'Union soviétique s'engagea elle-même dans une politique d'expansion systématique. On en trouve le reflet dans le quatrième plan quinquennal établi pour les années 1946 à 1950. Une large place reste ménagée dans ce plan au secteur militaire, avec l'accroissement constant des fabriques et des laboratoires intéressant l'industrie de guerre.

Pour comprendre les données numériques qui vont suivre, il faut préalablement connaître la clef de la conversion des roubles en dollars et en francs suisses. En vertu d'un décret publié le 2 décembre 1952, le dollar vaut 4 roubles, 100 francs suisses font 93,38 roubles, 100 roubles valent 107 francs suisses. Pour convertir en francs suisses les sommes indiquées en roubles, il y a donc lieu d'augmenter celles-ci de 7 %.

Voici les chiffres des derniers budgets militaires soviétiques :

1947 : 66 milliards de roubles.
1949 : 79 milliards de roubles.
1951 : 96 milliards de roubles.
1952 : 118,8 milliards de roubles, soit 21,3 % du budget de l'Etat.

Il est possible que ces chiffres ne donnent pas une image exacte des armements russes, puisque l'Etat, qui fixe les prix, établit aussi ceux du secteur militaire. Il peut donc les faire monter ou baisser. D'autre part, l'Etat possédant et dirigeant l'industrie, les comptes de celle-ci figurent au budget d'Etat. En 1949, les dépenses prévues pour l'entretien et le développement des entreprises industrielles s'élevèrent à 159 milliards de roubles, soit au double à peu près des dépenses militaires budgetées à 79 milliards. On ignore toutefois quelle part des investissements participe aux industries de guerre.

Quelles sont les conséquences d'une pareille politique économique en ce qui concerne le standard de vie du peuple russe ? La course aux armements au temps d'Hitler greva déjà lourdement l'économie soviétique, car sa productivité était passablement inférieure à celui de l'Allemagne. Dans la course aux armements avec les Etats-Unis, la position des Russes est plus défavorable encore, la productivité de l'économie américaine dépassant de beaucoup celle de l'U. R. S. S.

Prenons pour exemple la production de l'acier. Avant la deuxième guerre mondiale, la production de l'U. R. S. S. et de l'Allemagne se trouvaient dans un rapport de 4 à 5. La même comparaison avec la production américaine donne — aujourd'hui — un rapport de 1 à 4. Tout effort soviétique en vue de rattraper son retard sur les Etats-Unis impose donc des pourcentages d'investissement bien supérieurs dans les armements.

Aussi, si l'Union soviétique occupe de loin la première place en Europe en ce qui concerne la production de biens d'investissement, sa production de biens de consommation calculée par tête de population reste-t-elle bien inférieure à celle de n'importe quel pays industriel de l'Ouest.

Voici encore quelques chiffres qui illustrent l'évolution de l'industrie russe.

En 1913, les deux tiers de la production industrielle revenaient aux biens de consommation, le tiers restant aux biens d'investissement.

En 1927, l'économie russe avait atteint à nouveau son niveau de 1913.

En 1950, l'ensemble de la production industrielle soviétique fut de quinze fois supérieur à la production de 1913 ; on produisit 90 fois plus de machines-outils que dans l'année précédant la première guerre mondiale.

Si l'on en croit les statistiques, la production des biens de consommation avait atteint, en 1940, un chiffre cinq fois supérieur à celui de 1913. Il faut cependant considérer que, dans le même espace de temps, la population s'est sensiblement accrue ; celle des villes, notamment, a passé de 26,3 à 55,9 millions d'habitants. A cela s'ajoute le fait qu'avant la première guerre mondiale, de nombreux biens de consommation étaient produits sur le plan local, à domicile, par des artisans et des paysans et ne figuraient pas dans les statistiques.

Alors que 95 millions de mètres de tissus laineux étaient déjà produits en 1913, la statistique de 1940 ne fait mention que de 120 millions, c'est-à-dire moins d'un mètre par tête de population.

Cinquante à 55 millions de paires de chaussures furent produits en 1913 ; 220 millions de paires en 1940, ce qui fait un peu plus d'une paire par personne.

L'écart entre la production des biens de consommation et celle des moyens de production persiste [1]. Par rapport aux statistiques de 1940, la production des biens d'investissement a augmenté depuis de 167 %, celle des biens de consommation de 56 %.

Les plans économiques des démocraties populaires présentent à des degrés divers les mêmes caractéristiques que les plans quinquennaux soviétiques, notamment en ce qui concerne l'importance attribuée aux biens d'investissement au détriment de la production des biens de consommation. On retrouve en chacun le principe selon lequel la productivité, à savoir la valeur réelle du travail fourni, doit augmenter plus rapidement que les salaires. En d'autres termes : l'accroissement de la productivité ne revient qu'en partie aux travailleurs.

[1] Les chiffres suivants sont tirés du rapport de Malenkov sur la situation intérieure de l'économie soviétique, rapport présenté au dernier Congrès du parti communiste.

Dès avant la seconde guerre mondiale, le but de la politique économique soviétique fut l'autarcie. Cette tendance est attestée clairement par la faible participation de l'U. R. S. S. au commerce mondial. Elle n'atteignait pas 1 %, alors que sa production par rapport aux chiffres mondiaux avait passé de 4 à 12 %.

L'aspiration à l'autarcie économique, autrefois but de la seule Union soviétique, est maintenant partagée par tous les pays du bloc oriental. Les Etats satellites doivent être isolés du marché mondial et intégrés dans l'économie soviétique. Il ne s'agit pas d'une assertion à caractère polémique. Dans la *Prawda* du 20 août 1952 paraissait un article dû à la plume des économistes Dudinski et Kharlamov, intitulé: «Sur la voie de la construction socialiste » ; il disait : « La caractéristique essentielle de l'aide soviétique est qu'elle renforce l'Etat dans les démocraties populaires et apporte à celles-ci l'indépendance économique et technique les libérant de leurs attaches avec l'Ouest capitaliste. »

Cette évolution commença tout doucement en 1945 par l'amplification du volume des échanges entre les pays du bloc oriental. En 1948, le rapport de la Commission économique pour l'Europe signala que les échanges commerciaux s'étaient accrus le plus sensiblement, toutes proportions gardées, dans le cadre du bloc soviétique. Alors qu'à l'est de l'Europe, le volume d'avant-guerre, très faible, il est vrai, avait déjà triplé en 1948 entre les pays du groupe communiste, celui des échanges entre les Etats occidentaux n'avait pas encore atteint le niveau de 1938. Evalués sur la base des prix effectivement payés en 1948, les échanges du bloc occidental se chiffraient à 1,1 milliard de dollars.

Trois ans plus tard, en 1951, la même Commission économique pour l'Europe estima le volume des échanges commerciaux entre les pays de l'Est à 2,5 milliards de dollars, ce qui signifiait une augmentation de 1 à 10 par rapport à 1938. A en croire les publications soviétiques, le total des échanges serait même supérieur. A cet énorme essor correspond parallèlement la diminution constante du commerce entre l'Est et l'Ouest. Les importations de l'Europe occidentale en provenance des pays de l'Est avaient passé en 1951 au quart du volume de 1938. Quant aux exportations, elles ont baissé un peu moins et se maintiennent à la moitié environ du chiffre d'avant-guerre. L'exemple le plus typique de la transformation fondamentale subie par l'économie des Etats

satellites en ce qui concerne en particulier l'orientation géographique de leur commerce extérieur, est fourni par la Tchécoslovaquie. En 1937, le commerce de ce pays avec l'U. R. S. S. et ses actuels satellites se chiffrait à 15,5 % du volume global de ses échanges. Mais, depuis la guerre, la proportion a changé rapidement. Voyons plutôt :

1947 : 18,1 %	1950 : 55,0 %
1948 : 31,5 %	1951 : 60,5 %
1949 : 45,5 %	1952 : (premier semestre) 67,8 %

Ces chiffres indiquent éloquemment que le processus d'intégration économique auquel participe l'ensemble du bloc oriental formé par l'Union soviétique et ses six satellites, va vraiment bon train. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de la progression systématique des échanges commerciaux. La Commission économique pour l'Europe avait vu clair dès 1950, quand elle notait dans son rapport :

« Les commentaires officiels concernant le développement du commerce entre les pays de l'Europe orientale indiquent que ces échanges sont de plus en plus coordonnés en vertu d'accords à long terme, dans le dessein de faire entrer les plans de production de chaque pays et les accords existants de coopération bilatérale dans le cadre de plans plus vastes de développement, conçus pour l'ensemble de cette région. »

Ce diagnostic a été formellement confirmé à plusieurs reprises quand des membres de gouvernements des démocraties populaires se sont exprimés sur l'économie politique en général ou sur la politique du commerce extérieur en particulier. Le 27 septembre 1951, un traité de commerce entre l'Union soviétique et la République démocratique allemande fut signé à Moscou. Vers la mi-octobre, le premier ministre adjoint Heinrich Rau, qui avait dirigé la délégation de l'Allemagne orientale lors des pourparlers dans la capitale soviétique, fit à ce sujet une déclaration à la presse. On apprit ainsi que le traité en question, mis en vigueur jusqu'à fin 1955, ne fixait pas simplement ce que l'un et l'autre des contractants estimait pouvoir exporter dans cette période. Il s'agissait bien plus d'adapter les livraisons aux besoins réciproques des deux pays, c'est-à-dire de régler et de coordonner la production d'après ce critère.

En septembre 1951 — autre exemple — le directeur du plan en Tchécoslovaquie, le ministre Dolanski, fit son rapport sur la production des industries nationalisées. La production de machines lourdes avait augmenté de 21 %, mais il se plaignit néanmoins amèrement de ce que le plan n'ait pas été réalisé en particulier pour la production de grues électriques, de dragues, de turbines, de chaudières et de locomotives. Pourquoi ? Parce que — disait-il — la production des biens d'investissement dans l'industrie des machines n'intéresse pas seulement la Tchécoslovaquie, mais est également liée aux plans économiques des autres pays de l'Est européen. Précisons, qu'en raison de l'accord économique signé le 22 février 1950 à Moscou, le plan quinquennal tchécoslovaque en cours a dû être complètement remanié en vue de la réalisation des livraisons exigées par les Russes. Un autre remaniement est ensuite devenu nécessaire à cause de la conclusion de deux nouveaux accords signés à Moscou le 13 mars 1951. Enfin, le 16 mars 1952, le gouvernement de Prague s'est vu forcé de réformer, à propos d'un nouvel accord commercial avec l'U. R. S. S., toute sa méthode de planification. Il ne décrétera plus dorénavant un plan économique élaboré dans ses moindres détails, mais prescrira seulement les tâches principales qui devront être accomplies à tout prix.

Il n'est pas douteux que l'Union soviétique intervient directement dans la planification économique de ses satellites, ce qui revient à dire qu'elle entreprend maintenant de planifier l'économie du bloc oriental dans son ensemble. Cette politique tendant à soumettre tous les pays de l'Est européen aux besoins de l'économie soviétique est l'une des causes principales à l'origine du conflit entre l'U. R. S. S. et la Yougoslavie. « Il est évident, déclara le maréchal Tito en novembre 1949 à un journaliste scandinave, il est évident que le conflit résulte de la tentative de l'Union soviétique d'inféoder à ses vues la politique et l'économie yougoslaves. Le litige porte sur la question de savoir s'il convient de s'occuper des intérêts de son peuple ou de suivre les ordres de l'étranger. »

Le fait est que l'Union soviétique demanda en 1948 à la Yougoslavie de renoncer à l'accomplissement de son programme d'industrialisation. Aux yeux des dirigeants russes, il était préférable que la Yougoslavie demeurât pour l'économie du bloc oriental ce qu'elle était avant la guerre pour l'économie européenne : un

fournisseur de produits agricoles et de matières premières. La Yougoslavie résista cependant aux exigences russes en s'efforçant de faire valoir l'argument que l'abandon du plan d'industrialisation mettrait les chefs yougoslaves hors d'état de réaliser la promesse faite au peuple, à savoir celle d'élever son standard de vie. Les dirigeants yougoslaves estimaient en effet de bonne foi qu'une amélioration des conditions matérielles en Yougoslavie serait impossible, sinon sur la base du développement rapide de l'industrie. Les Russes objectèrent à cela qu'il n'était pas admissible qu'un des membres du bloc oriental élevât seul le niveau d'existence de son peuple ; il ne pouvait s'élever que dans la mesure où les conditions de vie seraient améliorées dans l'ensemble des pays de l'Est.

L'intégration économique du bloc oriental progresse d'autant plus rapidement que l'Union soviétique n'hésite pas à recourir aux moyens de pression que lui procure son hégémonie ; elle impose sa volonté. Qu'elle y parvienne n'est pas trop étonnant. Il suffit de songer que la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, anciens pays ennemis, sont toujours occupés par des troupes soviétiques. En Pologne, un citoyen russe cumule les fonctions de ministre de la défense et de chef suprême des armées polonaises. Les positions-clé dans les Etats satellites sont presque toutes occupées par des hommes ayant servi dans les organes du Komintern, où ils ont pris l'habitude de recevoir et d'exécuter aveuglément les ordres des dirigeants soviétiques. Ils ont vécu pour la plupart durant la guerre à Moscou et ils ne sont montés au pouvoir qu'à la libération et par l'occupation de leur pays par l'Armée rouge. Tandis qu'en Yougoslavie, le parti communiste yougoslave, ayant créé dans son pays un mouvement de libération et lutté durement contre l'occupant allemand, se trouva animé à la fin de la guerre d'un esprit d'indépendance qui lui donna et le courage et la force de s'opposer à l'emprise soviétique, ce qui amena la rupture.

Mieux que de longues explications, une conversation entre Staline et le ministre yougoslave des Affaires étrangères Kardelj vous donnera une idée du ton des relations entre les dirigeants soviétiques et les représentants des Etats satellites. Retenez pourtant que, pour les raisons déjà citées, on accorda longtemps aux Yougoslaves le droit à certains ménagements. La conversation en question eut lieu en 1947 à Moscou. Au cours de l'entretien,

Staline déclara que, d'une manière générale, les unions douanières étaient le contraire du réalisme. Sur quoi, Kardelj tenta d'expliquer que les unions douanières donnaient parfois d'assez bons résultats.

Staline lui demanda de citer un exemple. Kardelj parla du Benelux.

STALINE *(sarcastiquement)* : Le Benelux, ce n'est rien.

KARDELJ : C'est la Belgique, le Luxembourg...

STALINE : Et c'est tout.

KARDELJ : Non, il y a aussi les Pays-Bas.

STALINE : Non.

KARDELJ : Si, les Pays-Bas en font partie. D'ailleurs, le nom le dit assez, Benelux signifie : Belgique, Nederland, Luxembourg.

STALINE *(très en colère)* : Quand je dis non, c'est non !

Deux moyens servent particulièrement la politique d'intégration que poursuit l'Union soviétique :

a) les sociétés mixtes ;

b) l'assistance dite technique.

Il y a des sociétés mixtes dans tous les Etats satellites. Ce sont des entreprises domiciliées dans ces Etats, mais auxquelles est intéressée la Russie. Ces sociétés ne répondent pas à une forme établie par la législation de l'Etat satellite, elles sont plutôt parentes de nos sociétés par actions, sans être toutefois gênées par les dispositions démocratiques de notre Code des obligations. Les sociétés mixtes russo-bulgares, russo-hongroises, russo-roumaines, etc. fonctionnent en général de la façon suivante : Le capital de l'entreprise est constitué pour une moitié par l'Union soviétique, pour l'autre par l'Etat satellite — 50 % — 50 %. Le conseil d'administration est présidé par un citoyen du pays satellite, le directeur général est Russe et nommé sur proposition du gouvernement soviétique. Ce directeur général est doté de larges pouvoirs. Il dirige pratiquement l'entreprise en maître absolu.

Pour mieux illustrer la position du directeur général d'une société mixte, voici un exemple type :

Il y avait en Yougoslavie une société mixte pour la navigation sur le Danube. Elle avait pris le nom de Juspad. A la fin de 1948, l'Union soviétique avait à peine libéré environ 10 % de sa part de capital, tandis que les Yougoslaves avaient déjà

versé pour la leur plus de 75 %. Le directeur général, entre autres attributions, avait celle de fixer les tarifs du fret. Il ne se faisait pas faute d'exercer ce pouvoir en faveur de son pays. C'est ainsi que l'Union soviétique avait à payer par tonne de fret 0,19 dinar au kilomètre, les autres démocraties populaires 0,28 dinars, et la Yougoslavie, co-propriétaire de l'entreprise : 0,4 dinar.

L'autre société mixte russo-yougoslave, la Justa, était la compagnie aérienne officielle. Le directeur général, citoyen soviétique, déterminait les lignes à desservir. Peu à peu, il s'arrogea le contrôle de l'espace aérien yougoslave avec le droit d'autoriser le survol du territoire par des appareils étrangers, ou leur atterrissage sans juger nécessaire, ni de consulter ni même d'informer les autorités yougoslaves.

Staline avait d'abord déclaré à l'ambassadeur de Yougoslavie que, vu la participation de ce pays à la guerre du côté des alliés, l'U. R. S. S. renoncerait à y instituer des sociétés mixtes. Ce genre d'entreprises ne pouvait être imposé qu'aux vaincus. En automne 1946, une délégation yougoslave sous la conduite du ministre Kardelj se rendit à Moscou pour y quérir l'appui soviérique en vue de l'exploitation de gisements de pétrole en Yougoslavie. Au cours des pourparlers, le dialogue suivant s'engagea entre Staline et Kardelj :

KARDELJ : Ce n'est certainement pas le pétrole qui manque dans notre pays... Ce qui nous intéresserait, c'est la création d'une compagnie mixte pour l'extraction et le raffinage du pétrole.

STALINE leva la tête et lui demanda : Mais n'es-tu pas d'avis que l'on devrait éviter ces sociétés mixtes, étant donné que, tout bien considéré, elles ne vous sont pas utiles ?

Sans attendre la réponse, il ajouta :

— Que diriez-vous, si au lieu de créer des sociétés de cette espèce, nous vous aidions autrement ?

Et Staline répéta :

— Ce genre de société mixte n'est bon que pour les pays satellites.

Vu cette opinion de Staline lui-même, personne ne pourra accuser de malveillance ceux qui persistent à traiter du nom de satellites les Etats du glacis soviétique[1].

[1] Le dialogue cité est tiré des mémoires de Tito, où il figure sous le titre « Une conduite de démagogue ».

La Yougoslavie n'a été affligée que de deux sociétés mixtes, lesquelles ont été naturellement liquidées lors de la brouille. Mais dans les autres démocraties populaires, le nombre en est beaucoup plus élevé et elles y jouissent d'une bien compréhensible prospérité. En Roumanie, par exemple, les sociétés russo-roumaines occupent la plupart des positions-clé dans l'économie du pays. En voici la liste : Sovrom-Transport (navigation maritime et fluviale) ; Sovrom-Pétrol (raffineries) ; Sovrom-Bank (opérations financières) ; Sovrom-Gaz (méthane, gaz souterrains) ; Sovrom-Kim (industrie chimique) ; Sovrom-Traktor (industrie des tracteurs) ; Sovrom-Film (importation et distribution de films) ; Sovrom-Metal (industrie lourde) ; Sovrom-Carbune (mines de houille) ; Sovrom-Constructie (construction) ; Sovrom-Asigurare (assurances) ; Tars (transports aériens) ; Bata (transports routiers).

Ces sociétés sont dans une large mesure soustraites à la législation roumaine. Elles jouissent donc d'une exterritorialité partielle. Un article de la loi de nationalisation roumaine les protège expressément de toute étatisation. Plusieurs d'entre elles sont exemptées de l'obligation de céder leurs devises à la Banque nationale ; certaines n'y sont tenues que partiellement, etc.

L'assistance technique est le second des moyens soviétiques spécialement adoptés pour accélérer l'intégration économique des États satellites. De nombreux experts économiques russes sont employés dans ces pays, où ils exercent une action déterminante sur la direction de l'économie nationale. L'ancien directeur des grands chantiers navals « Progrelus » à Braila, qui s'est réfugié en Yougoslavie, rapporte à ce propos : « Chaque ministère roumain est assisté par un ou plusieurs conseillers soviétiques qui tranchent toutes les questions importantes... J'ai vu de mes propres yeux des documents portant des décisions et des instructions écrites en russe. Pour les questions d'importance primordiale, les experts russes consultent Moscou. » L'assistance technique n'est des fois pas exempte d'un élément de conspiration. Est-ce autre chose quand les citoyens d'un pays, responsables d'une entreprise, se révèlent être les agents d'une puissance étrangère au profit de laquelle, par exemple, ils ont conclu des contrats défavorables à l'entreprise et au pays ? Ne citons que le cas de la société de distribution de films yougoslave qui avait conclu avec la société russe correspondante un contrat par lequel elle

s'engageait à distribuer des films qu'elle n'avait pas le droit de choisir. Et quand elle était en retard dans ses paiements, elle avait à payer des intérêts moratoires de 5 % par jour, soit 1.825 % par an. Ledit contrat avait été conclu au nom de la Yougoslavie par un nommé Spahić, dont on découvrit plus tard qu'il était à la solde des Russes.

Les conséquences de l'intégration économique du bloc occidental touchent indubitablement notre commerce extérieur. Il en résulte une notable réduction de nos échanges avec l'Union soviétique et ses satellites. Comment pourrait-il en être autrement ? Immédiatement après la guerre, en 1946 et 1947, nous avons entretenu de florissantes relations économiques avec la Tchécoslovaquie. En 1947, par exemple, ce pays a exporté en Suisse pour fr. 261.413.000.—. En février 1948 se produisit le coup d'Etat de Prague. Le parti communiste prit le pouvoir. La même année, l'exportation tchécoslovaque à destination de la Suisse tomba à fr. 146.777.000.—, et elle n'a cessé de baisser depuis. Elle est maintenant inférieure à 100 millions ; environ 70 millions en 1951 et 62,4 millions en 1952. Nos propres exportations en Tchécoslovaquie ont également baissé, quoique dans une moindre mesure.

Les rapports semestriels que le Conseil fédéral présente aux Chambres sur les dispositions prises en application de l'arrêté fédéral du 14 octobre 1933 concernant les mesures de défense économique envers l'étranger mettent en lumière les difficultés affligeant nos relations commerciales avec l'Est. Je cite quelques passages typiques :

40me rapport du 17 février 1950. — BULGARIE : « Le programme des livraisons réciproques prévu pour l'année 1949 par les arrangements du 9 novembre 1948 n'a pu être exécuté que partiellement, les importations de marchandises bulgares étant restées sensiblement inférieures aux prévisions par suite de la capacité de livraison réduite de la Bulgarie. »

POLOGNE : « Les accords conclus le 25 juin 1949, mis en application provisoire dans le deuxième semestre de 1949, n'ont pas

fonctionné jusqu'ici d'une façon satisfaisante par suite du recul des importations de marchandises polonaises, notamment de la principale d'entre elles, le charbon. »

41me rapport du 9 août 1950. — BULGARIE : « Les importations bulgares continuent de rétrograder. Cela tient à ce que la Bulgarie ne veut vendre que contre paiement en devises libres la plupart des marchandises qu'elle peut encore écouler facilement à l'étranger. »

44me rapport du 4 mars 1952. — TCHÉCOSLOVAQUIE : « Pour les neuf premiers mois (avril-décembre 1951) de la nouvelle période contractuelle, les livraisons tchécoslovaques s'élèvent à 42 millions de francs environ, soit à un chiffre bien inférieur à celui que nous avions escompté. »

HONGRIE : « Le recul des livraisons hongroises, intervenu déjà à la fin du premier semestre 1951, s'est poursuivi au début du deuxième semestre. En revanche, dès le mois d'octobre et jusqu'à la fin de l'année, on a de nouveau noté une augmentation. La valeur des importations hongroises pendant le deuxième semestre n'a toutefois atteint que 11,4 millions de francs et a donc été inférieure de 7,1 millions au résultat des six premiers mois. Quant aux fournitures suisses, elles sont tombées à 19 ½ millions de francs, soit à un chiffre inférieur de 4,4 millions à celui du premier semestre de 1951. »

45me rapport du 16 août 1952. — ROUMANIE : « L'achat de marchandises roumaines se heurte à diverses difficultés. »

TCHÉCOSLOVAQUIE : « L'importation des principaux produits tchécoslovaques, tels que le coke, le charbon, les articles en fer et en acier, le sucre, fut de nouveau peu satisfaisante pendant le premier semestre de 1952. »

HONGRIE : « Par rapport au premier semestre de 1951, les échanges commerciaux se sont réduits pour la période écoulée. Les fournitures suisses ont également diminué par suite de la nouvelle situation économique et, en particulier, de l'amoindrissement de la demande hongroise. »

46me rapport du 13 février 1953. — TCHÉCOSLOVAQUIE : « Les échanges commerciaux n'ont pas atteint, au cours des neuf premiers mois de l'année contractuelle courante, soit du 1er avril au 31 décembre 1952, le volume escompté. Par rapport à l'année 1951, les importations en provenance de Tchécoslovaquie, de même que nos fournitures à ce pays, ont encore diminué en 1952; les entrées sont tombées de 73,7 à 62,4 millions de francs et nos livraisons de 96,2 à 55 millions de francs. »

HONGRIE : « Le recul des échanges commerciaux s'est encore accentué au cours du deuxième semestre 1952. En comparaison avec la même période de l'année précédente, la valeur des importations a diminué de 1,7 million de francs (elle n'atteint plus que 9,7 millions) et celle des exportations de 6,8 millions (elle n'atteint plus que 12,8 millions). »

La Commission économique pour l'Europe a récemment publié une étude sur le commerce entre l'Est et l'Ouest, étude dans laquelle les pays d'Europe occidentale sont classés en quatre catégories selon l'intensité de leurs échanges avec les pays du bloc oriental.

La première de ces catégories comprend les pays dont le commerce avec l'Est est à peu près insignifiant ; y rentrent : la Grèce, l'Allemagne occidentale, le Benelux, l'Espagne, la France, l'Irlande et le Portugal.

Dans la seconde catégorie sont rangés les pays dont le commerce avec les pays européens de l'Est est en forte régression sans être pourtant devenu insignifiant : l'Autriche, la Turquie, la Suisse, l'Italie, l'Angleterre et la Norvège.

La troisième compte les pays dont les relations commerciales avec l'Est sont restées à peu près inchangées : la Suède et le Danemark.

Enfin la quatrième comprend les pays dont les échanges avec l'Est de l'Europe sont en progression : la Finlande et l'Islande.

La même étude de la Commission économique européenne nous donne encore les chiffres suivants concernant la régression du commerce suisse avec l'Est.

La part des pays d'Europe orientale au volume total des *importations* suisses a évolué comme suit : 1938, 11 % ; 1951, 2,8 % ; 1952, premier semestre : 2,8 %.

La part des pays d'Europe orientale au total des *exportations* suisses a suivi à peu près la même courbe descendante : 1938, 9,3 % ; 1951, 5,1 % ; 1952, premier semestre : 3,5 % [1].

Il résulte de tout cela qu'un marché important se sépare toujours davantage du marché mondial, qu'un grand secteur s'est détaché de l'économie mondiale. Il va de soi que nous avons tout intérêt à ne rien négliger pour éviter la rupture complète de nos relations commerciales avec l'Est. Les produits dont le bloc oriental a besoin pour la réalisation de ses plans et de ses objectifs économiques, il nous en fera commande aussi longtemps qu'il ne sera pas en état d'en produire assez par ses propres moyens. Et l'on comprend parfaitement que pour l'une ou l'autre entreprise suisse le commerce avec l'Est puisse avoir plus d'importance que pour l'ensemble de notre économie. Il serait vain, pourtant, de nourrir l'illusion que nos échanges avec l'Europe orientale pussent à nouveau s'amplifier et que les régions du bloc oriental constituent des marchés en puissance. Même quand, pour des raisons de propagande, les pays de l'Est font miroiter la perspective d'échanges plus intenses, ils n'en restent pas moins assez réservés dans leurs promesses.

En avril 1952, se réunit à Moscou une assemblée à laquelle on conféra le titre de Conférence économique mondiale. 42 pays y étaient représentés. A part les représentants des pays communistes, les délégations n'étaient formées que de personnes privées. Le conseiller fédéral Petitpierre constata à ce propos qu'il n'avait reçu aucune information ni officielle ni semi-officielle concernant les objectifs précis de cette conférence et qu'il n'était pas non plus au courant des conditions posées aux participants. Ni le Département politique ni celui de l'économie publique n'ont donc jugé nécessaire d'encourager les industriels et commerçants suisses à

[1] Si le volume d'échanges entre l'Occident et le bloc soviétique va diminuant, il ne s'ensuit nullement qu'il en est ainsi pour chaque pays de ce bloc, pris individuellement. Sur l'ensemble du commerce effectué entre les pays d'Europe orientale et ceux d'Europe occidentale, la part revenant à la Russie évolue de la façon suivante : pour les importations en provenance de l'Europe occidentale 21 % en 1949, 27 % en 1951 et 38 % au cours du premier semestre 1952 ; pour les exportations à destination de l'Europe occidentale, 18 % en 1949, 23 % en 1950, 34 % en 1951 et 46 % au cours du premier semestre 1952. (*Bulletin économique pour l'Europe*, Genève, vol. III, nº 2, et vol. IV, nº 3.)

L'explication de cette contradiction n'est pas difficile à trouver : dans une mesure sans cesse croissante, les exportations des pays satellites sont drainées vers Moscou qui en réexporte une partie plus ou moins considérable. A plusieurs reprises, il a été constaté que les Russes offrent aux marchés mondiaux des marchandises provenant des pays satellites.

s'y rendre, et ils ne le leur ont pas non plus déconseillé. Le secrétaire d'Etat américain en charge, M. Acheson, fit preuve de moins de retenue. A son avis, la conférence économique mondiale convoquée à Moscou n'avait d'autre but que de créer la confusion dans les esprits et de semer la désunion au sein des pays libres.

C'est à cette conférence que le président de la Chambre de commerce soviétique, Nestorov, communiqua que le commerce extérieur de l'U. R. S. S. avec les pays non communistes avait atteint en 1948 le volume maximum de l'après-guerre, soit 5 milliards de roubles ou 5,35 milliards de francs suisses. Ce chiffre, disait-il, *pouvait être doublé* ou même triplé au cours des années à venir. Cette perspective à fin de propagande n'offre rien de bien sensationnel. L'Union soviétique offre au monde non communiste un volume d'échanges de 10 milliards de roubles, soit 10,7 milliards de francs suisses. Le volume des échanges de la Suisse s'éleva en 1951 à 10,6 milliards de francs suisses. L'immense Union soviétique offre donc au monde libre des échanges qui ont le même volume que le commerce extérieur de la petite Suisse en 1951.

Quoi que l'on pense des méthodes d'intégration qui ont cours à l'est de l'Europe, on est cependant forcé de les admettre comme des faits, de constater qu'elles sont efficaces et qu'elles tendent à nous fermer un vaste marché. Nous devrons nous résigner à ne plus inclure le monde entier dans nos aspirations économiques : une partie du globe s'y refuse. Mais ce qui reste libre est assez grand pour que l'on puisse y organiser une coopération économique qui apporte aux peuples la prospérité. Nous avons cependant un handicap dont nous ne pouvons nous défaire. Le monde libre ne peut être soudé par une politique d'hégémonie. Ce n'est pas en satellites, mais en peuples libres, non pas en esclaves, mais en partenaires égaux que nous pourrons et devrons travailler à la création de l'ordre économique international ou supranational qui s'impose aujourd'hui et qui, plus encore, s'imposera demain.